

RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2023



RAPPORT DE GESTION DE LA DIRECTION

1. Introduction

Le rapport de gestion de la direction présente les résultats financiers de VIA Rail Canada inc. (la Société) pour le trimestre et la période de six mois terminés le 30 juin 2023 comparativement au trimestre et à la période de six mois terminés le 30 juin 2022. Ce document doit être lu parallèlement aux états financiers intermédiaires résumés et aux notes afférentes.

Importance relative

En évaluant quelle information devrait être présentée dans le présent rapport, la direction utilise le principe d'importance relative. La direction considère une information importante s'il est probable que son omission ou son inexactitude, jugée dans les circonstances similaires, pourrait influencer les décisions que les utilisateurs de la Société prennent sur la base de cette information financière.

Déclaration prospective

Ce rapport de gestion de la direction contient des déclarations prospectives qui peuvent être identifiées par les mots «peut», «susceptible de», «pourrait». Ces déclarations reflètent notre évaluation des informations actuellement disponibles et sont soumises à un certain nombre de risques et d'incertitudes mentionnés dans la section des risques de ce document.

2. Vue d'ensemble de la Société

VIA Rail est une société d'État non-mandataire qui exploite le service ferroviaire de passagers au niveau national au nom du gouvernement du Canada. Les objectifs de la Société sont de fournir un service sécuritaire, efficace, fiable et respectueux de l'environnement afin de répondre au besoin des voyageurs au Canada.

Le gouvernement du Canada détermine le rôle de la Société dans la structure globale et les services fournis par le gouvernement fédéral et fournit des crédits pour subventionner les services ferroviaires de passagers.

3. Pandémie de COVID-19

Cette année, alors que les choses sont revenues à la normale suite à la pandémie, les opérations de la Société sont revenues à des niveaux nettement supérieurs à ceux du trimestre correspondant de 2022, qui avait été affecté par le variant Omicron de la COVID-19, avec 26,5 pour cent de trains-milles en plus et 21,6 pour cent de sièges-milles.

4. Indicateurs des résultats financiers et statistiques d'exploitation clés

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés le 30 juin				Périodes de six mois terminées le 30 juin			
	2023	2022	Var \$	Var %	2023	2022	Var \$	Var %
Performance financière								
Produits voyageurs (section 5.2)	102,3	74,5	27,8	37,3 %	182,7	106,0	76,7	72,4 %
Autres produits	5,6	3,9	1,7	43,6 %	10,7	7,0	3,7	52,9 %
Total des produits	107,9	78,4	29,5	37,6 %	193,4	113,0	80,4	71,2 %
Charges d'exploitation (section 5.3)	227,7	191,6	36,1	18,8 %	454,5	359,5	95,0	26,4 %
Perte d'exploitation avant le financement par le gouvernement du Canada et les impôts sur le résultat (section 5.1)	(119,8)	(113,2)	(6,6)	(5,8 %)	(261,1)	(246,5)	(14,6)	(5,9 %)
Résultat net de la période	(7,2)	(12,4)	5,2	41,9 %	(3,4)	11,1	(14,5)	(130,6 %)
Réévaluations de la composante à prestations définies des régimes de retraite et des régimes de prestations postérieures à l'emploi (net d'impôts)	(27,1)	428,0	(455,1)	(106,3 %)	(19,7)	302,9	(322,6)	(106,5 %)
Résultat global de la période	(34,3)	415,6	(449,9)	(108,3 %)	(23,1)	314,0	(337,1)	(107,4 %)
Situation financière et flux de trésorerie								
Total des actifs (section 5.4) – Note 1	2 670,2	2 591,3	78,9	3,0 %	2 670,2	2 591,3	78,9	3,0 %
Total des passifs et du financement en capital reporté (section 5.4) – Note 1	2 458,0	2 356,1	101,9	4,3 %	2 458,0	2 356,1	101,9	4,3 %
Trésorerie (section 5.5)	62,1	18,8	43,3	230,3 %	62,1	18,8	43,3	230,3 %
Fonds nets générés par les activités d'exploitation (section 5.5)	21,4	15,3	6,1	39,9 %	34,3	33,6	0,7	2,1 %
Fonds nets générés par (utilisés pour) les activités d'investissement (section 5.5)	0,6	(21,1)	21,7	102,8 %	20,2	(16,9)	37,1	219,5 %
Fonds nets (utilisés pour) les activités de financement (section 5.5)	(1,0)	(1,0)	–	0,0 %	(2,1)	(2,3)	0,2	8,7 %
Financement du gouvernement								
Exploitation (section 6)	85,6	79,9	5,7	7,1 %	205,8	200,2	5,6	2,8 %
Capital (section 6)	67,1	65,1	2,0	3,1 %	139,9	119,9	20,0	16,7 %
Financement total du gouvernement	152,7	145,0	7,7	5,3 %	345,7	320,1	25,6	8,0 %
Statistiques d'exploitation clés								
Trains-milles parcourus (en milliers)	1 552	1 227	325	26,5 %	3 096	2 212	884	40,0 %
Sièges-milles (en millions)	366	301	65	21,6 %	710	479	231	48,2 %
Voyageurs-milles (en millions)	227	177	50	28,2 %	411	268	143	53,4 %
Voyageurs (en milliers)	1 007,0	766,9	240,1	31,3 %	1 881,7	1 190,4	691,3	58,1 %
Coefficient d'occupation moyen (%)	62	59	3	5,1 %	58	56	2	3,6 %
PSMO (produit par siège-mille offert) (en cents) – Note 2	29,48	26,10	3,38	13,0 %	27,11	23,55	3,56	15,1 %
CSMO (charge par siège-mille offert) (en cents) – Note 2	52,87	52,80	0,07	0,1 %	56,10	65,37	(9,27)	(14,2 %)
Ratio de recouvrement des coûts (%) – Note 2	55,8	49,4	6,4	13,0 %	48,3	36,0	12,3	34,2 %
Déficit d'exploitation par voyageur-mille (en cents) – Note 2	37,8	45,1	(7,3)	(16,2 %)	50,0	74,7	(24,7)	(33,1 %)
Ponctualité (%)	62	53	9	17,0 %	66	62	4	6,5 %

(Les montants entre parenthèses représentent des diminutions)

Note 1 : données comparatives en date du 31 décembre 2022

Note 2 : basés sur les activités financées

Faits saillants financiers – Deuxième trimestre

- Les produits totaux ont augmenté de 37,6 pour cent résultant d'une augmentation des fréquences entraînée par une demande plus élevée, comparativement au trimestre correspondant de 2022 qui était toujours affecté par le variant Omicron de la COVID-19.
- Les charges d'exploitation ont augmenté de 18,8 pour cent principalement en raison des coûts d'exploitation associés aux fréquences supplémentaires et les augmentations de coûts reflétant l'inflation.
- La perte d'exploitation a augmenté de 5,8 pour cent en raison d'une hausse des charges opérationnelles, partiellement contrebalancée par une augmentation des produits.
- Le financement d'exploitation a augmenté de 7,1 pour cent reflétant les montants plus élevés requis pour les activités financées.
- La Société a enregistré un résultat global de (34,3) millions de dollars comparativement à un résultat global de 415,6 millions de dollars en 2022. Cette variation est attribuable à une réévaluation de la composante à prestations définies des régimes de retraite et des régimes de prestations postérieures à l'emploi.

Période de six mois

- Les produits totaux ont augmenté de 71,2 pour cent aussi en raison de l'augmentation des fréquences entraînée par une demande plus élevée.
- Les charges d'exploitation ont augmenté de 26,4 pour cent en raison d'une hausse des coûts d'exploitation directement associés aux fréquences supplémentaires comparativement à la période de six mois correspondante de 2022.
- La perte d'exploitation a augmenté de 5,9 pour cent en raison d'une augmentation des charges d'exploitation principalement contrebalancée par une augmentation des produits.
- Le financement d'exploitation a augmenté de 2,8 pour cent reflétant les montants plus élevés requis pour les activités financées.
- La Société a enregistré un résultat global de (23,1) millions de dollars comparativement à un résultat global de 314,0 millions de dollars en 2022. Cette variation est attribuable à une réévaluation de la composante à prestations définies des régimes de retraite et des régimes de prestations postérieures à l'emploi.

La plupart des statistiques d'exploitation clés incluant les trains-milles, les sièges-milles, les voyageurs-milles, ainsi que les produits et les charges par siège-mille offert ont été affectées positivement au cours du deuxième trimestre et sur une base cumulative en raison de l'augmentation des niveaux de service. La ponctualité s'est légèrement améliorée comparativement à l'exercice précédent, qui avait été impacté par divers ralentissements et conditions météorologiques difficiles.

5. Analyse des résultats financiers

5.1 Comparaison des résultats selon les IFRS et des résultats financiers

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres terminés le 30 juin				Périodes de six mois terminées le 30 juin			
	2023	2022	Var \$	Var %	2023	2022	Var \$	Var %
Perte d'exploitation financée	(85,6)	(79,9)	(5,7)	(7,1 %)	(205,8)	(200,2)	(5,6)	(2,8 %)
AJUSTEMENT DES PRODUITS NON FINANCÉS								
Ajustement pour les points VIA Préférence et autre	-	-	-	n/a	0,9	0,3	0,6	200,0 %
AJUSTEMENTS DES CHARGES NON FINANCIÉES								
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel	(1,6)	(1,8)	0,2	11,1 %	(3,1)	(1,1)	(2,0)	(181,8 %)
Amortissement d'immobilisations corporelles, incorporelles, d'actifs au titre de droits d'utilisation et pertes sur cessions	(27,1)	(26,2)	(0,9)	(3,4 %)	(54,7)	(51,8)	(2,9)	(5,6 %)
Autres provisions sans impact sur la trésorerie	(5,5)	(5,3)	(0,2)	(3,8 %)	1,6	6,3	(4,7)	(74,6 %)
Total des ajustements des charges non financées	(34,2)	(33,3)	(0,9)	(2,7 %)	(56,2)	(46,6)	(9,6)	(20,6 %)
Total des postes ne nécessitant pas des fonds d'exploitation	(34,2)	(33,3)	(0,9)	(2,7 %)	(55,3)	(46,3)	(9,0)	(19,4 %)
Perte d'exploitation selon les IFRS	(119,8)	(113,2)	(6,6)	(5,8 %)	(261,1)	(246,5)	(14,6)	(5,9 %)
Financement d'exploitation par le gouvernement du Canada	85,6	79,9	5,7	7,1 %	205,8	200,2	5,6	2,8 %
Amortissement du financement en capital reporté	25,7	25,0	0,7	2,8 %	51,9	49,2	2,7	5,5 %
Résultat net avant impôts sur le résultat	(8,5)	(8,3)	(0,2)	(2,4 %)	(3,4)	2,9	(6,3)	217,2 %
Recouvrement (charge) d'impôts	1,3	(4,1)	5,4	131,7 %	-	8,2	(8,2)	(100,0 %)
Résultat net selon les IFRS de la période	(7,2)	(12,4)	5,2	41,9 %	(3,4)	11,1	(14,5)	130,6 %
Réévaluations de la composante à prestations définies des régimes de retraite et des régimes de prestations postérieures à l'emploi	(36,9)	538,4	(575,3)	(106,9 %)	(26,8)	403,0	(429,8)	(106,7 %)
Recouvrement (charge) d'impôts	9,8	(110,4)	120,2	(108,9 %)	7,1	(100,1)	107,2	107,1 %
Autres éléments du résultat global	(27,1)	428,0	(455,1)	(106,3 %)	(19,7)	302,9	(322,6)	(106,5 %)
Résultat global de la période	(34,3)	415,6	(449,9)	(108,3 %)	(23,1)	314,0	(337,1)	(107,4 %)

(Les montants entre parenthèses représentent des diminutions)

Résultat net selon les IFRS pour le trimestre :

Un résultat net de (7,2) millions de dollars pour le trimestre comparativement à un résultat net de (12,4) millions de dollars pour la période précédente, soit une amélioration de 5,2 millions de dollars principalement attribuables à :

- Une augmentation du financement d'exploitation du gouvernement comptabilisé durant le trimestre (5,7 millions de dollars).
- Une augmentation de l'amortissement du financement en capital reporté (0,7 million de dollars).
- Une diminution de la charge d'impôts reportés de 5,4 millions de dollars.
- Partiellement contrebalancée par une augmentation de la perte d'exploitation (6,6 millions de dollars) qui s'explique par une augmentation des charges d'exploitation (36,1 millions de dollars) partiellement contrebalancée par une augmentation des produits (29,5 millions de dollars).

Résultat net selon les IFRS pour la période de six mois :

Un résultat net de (3,4) millions de dollars pour la période de six mois comparativement à un résultat net de 11,1 millions de dollars pour la période précédente, soit une détérioration de 14,5 millions de dollars principalement attribuables à :

- Une augmentation de la perte d'exploitation (14,6 millions de dollars) qui s'explique par une augmentation des charges d'exploitation de 95,0 millions de dollars, partiellement contrebalancée par une augmentation des produits de 80,4 millions de dollars.
- Une diminution du recouvrement d'impôts reportés de 8,2 millions de dollars.
- Partiellement contrebalancée par une augmentation du financement d'exploitation du gouvernement comptabilisé durant la période de six mois (5,6 millions de dollars) et par la hausse de l'amortissement du financement en capital reporté (2,7 millions de dollars).

Résultat global

Le résultat global inclut les réévaluations de la composante à prestations définies des régimes de retraite et des régimes de prestations postérieures à l'emploi se composent de réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie résultant de modifications des hypothèses actuarielles et du rendement des actifs des régimes de retraite. Le résultat global inclut également le recouvrement (charge) d'impôts calculé sur ces réévaluations.

5.1 Comparaison des résultats selon les IFRS et des résultats financés (suite)

Résultat global de (34,3) millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2023 et de (23,1) millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2023 incluent les éléments suivants :

Le résultat global pour le trimestre inclut la réévaluation de (36,9) millions de dollars de la composante à prestations définies des régimes de retraite et des régimes de prestations postérieures à l'emploi au deuxième trimestre de 2023 résultant d'une perte de réévaluation de 22,5 millions de dollars sur l'obligation au titre des prestations définies, d'une réévaluation moins élevée de 14,3 millions de dollars découlant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes ainsi que d'une perte actuarielle de 0,1 million de dollars pour l'obligation au titre des prestations postérieures à l'emploi. Le résultat global est en partie contrebalancé par un recouvrement d'impôts différés de 9,8 millions de dollars attribuables aux actifs au titre des avantages du personnel.

Le résultat global pour la période cumulative inclut la réévaluation de (26,8) millions de dollars pour la période de six mois de la composante à prestations définies des régimes de retraite et des prestations postérieures à l'emploi qui est due à la diminution du taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies (4,80 pour cent au 30 juin 2023 comparativement à 5,10 pour cent au 31 décembre 2022), ce qui a entraîné une perte actuarielle de 67,8 millions de dollars, combiné à un rendement plus élevé des actifs du régime de 41,6 millions de dollars au cours de la période de six mois. La réévaluation comprend également une perte actuarielle de 0,6 million de dollars attribuable à une baisse du taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations postérieures à l'emploi (4,80 pour cent au 30 juin 2023 comparativement à 5,10 pour cent au 31 décembre 2022). Le résultat global est en partie contrebalancé par le recouvrement d'impôts différés de 7,1 millions attribuable aux actifs au titre des avantages du personnel.

Résultat global de 415,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2022 et de 314,0 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2022 incluent les éléments suivants :

Le résultat global du trimestre inclut la réévaluation de 538,4 millions de dollars de la composante à prestations définies des régimes de retraite et des régimes de prestations postérieures à l'emploi au deuxième trimestre de 2022 qui s'explique par un gain de réévaluation de 304,3 millions de dollars sur l'obligation au titre des prestations définies découlant d'une augmentation de 100 points de base du taux d'actualisation depuis le 31 mars 2022 ainsi que par un gain de réévaluation de 230,4 millions de dollars découlant d'un taux de rendement réel supérieur sur les actifs des régimes. La réévaluation comprend également un gain actuariel de 3,7 millions de dollars attribuable à l'augmentation du taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations postérieures à l'emploi. Le résultat global est en partie contrebalancé par une charge d'impôts différés de 110,4 millions de dollars attribuables aux actifs au titre des avantages du personnel.

Le résultat global pour la période cumulative inclut la réévaluation de 403,0 millions de dollars pour la période de six mois de la composante à prestations définies des régimes de retraite et des prestations postérieures à l'emploi qui est due à l'augmentation du taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies (5,00 pour cent au 30 juin 2022 comparativement à 3,00 pour cent au 31 décembre 2021), ce qui a entraîné un gain actuariel de 411,1 millions de dollars, contrebalancée par un rendement moins élevé des actifs du régime de 15,7 millions de dollars au cours de la période de six mois. La réévaluation comprend également un gain actuariel de 7,6 millions de dollars attribuable à une hausse du taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations postérieures à l'emploi (5,10 pour cent au 30 juin 2022 comparativement à 3,00 pour cent au 31 décembre 2021). Le résultat global est en partie contrebalancé par la charge d'impôts différés de 100,1 millions attribuable aux actifs au titre des avantages du personnel.

5.2 Produits

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés le 30 juin				Périodes de six mois terminées le 30 juin			
	2023	2022	Var \$	Var %	2023	2022	Var \$	Var %
Produits voyageurs								
Corridor Est	68,2	50,6	17,6	34,8 %	124,4	75,1	49,3	65,6 %
Sud-Ouest de l'Ontario	11,4	8,0	3,4	42,5 %	22,2	12,5	9,7	77,6 %
Corridor Québec – Windsor	79,6	58,6	21,0	35,8 %	146,6	87,6	59,0	67,4 %
Océan	3,1	2,0	1,1	55,0 %	5,0	2,8	2,2	78,6 %
Canadien	16,3	12,4	3,9	31,5 %	21,8	13,7	8,1	59,1 %
Liaisons régionales	0,8	0,6	0,2	33,3 %	1,4	0,9	0,5	55,6 %
Hors Corridor	20,2	15,0	5,2	34,7 %	28,2	17,4	10,8	62,1 %
Autres	2,5	0,9	1,6	177,8 %	7,9	1,0	6,9	690,0 %
Total produits voyageurs selon IFRS	102,3	74,5	27,8	37,3 %	182,7	106,0	76,7	72,4 %
Autres produits	5,6	3,9	1,7	43,6 %	10,7	7,0	3,7	52,9 %
Total produits selon les IFRS	107,9	78,4	29,5	37,6 %	193,4	113,0	80,4	71,2 %
Ajustement pour les points VIA Préférence (non financés) et autre	-	-	-	n/a	(0,9)	(0,3)	(0,6)	(200,0 %)
TOTAL PRODUITS FINANCÉS	107,9	78,4	29,5	37,6 %	192,5	112,7	79,8	70,8 %

(Les montants entre parenthèses représentent des diminutions)

Voyageurs	Trimestres terminés le 30 juin				Périodes de six mois terminées le 30 juin			
	2023	2022	Var #	Var %	2023	2022	Var #	Var %
(en milliers)								
Voyageurs								
Corridor Est	760,2	583,7	176,5	30,2 %	1 415,7	904,0	511,7	56,6 %
Sud-Ouest de l'Ontario	201,1	150,0	51,1	34,1 %	389,1	239,8	149,3	62,3 %
Corridor Québec – Windsor	961,3	733,7	227,6	31,0 %	1 804,8	1 143,8	661,0	57,8 %
Océan	16,1	11,0	5,1	46,4 %	28,4	16,6	11,8	71,1 %
Canadien	16,4	12,5	3,9	31,2 %	25,5	15,4	10,1	65,6 %
Liaisons régionales	13,2	9,7	3,5	36,1 %	23,0	14,6	8,4	57,5 %
Hors Corridor	45,7	33,2	12,5	37,7 %	76,9	46,6	30,3	65,0 %
TOTAL VOYAGEURS	1 007,0	766,9	240,1	31,3 %	1 881,7	1 190,4	691,3	58,1 %

(Les montants entre parenthèses représentent des diminutions)

5.2 Produits (suite)

Produits voyageurs

Les produits voyageurs ont augmenté de 27,8 millions de dollars (37,3 pour cent) durant le trimestre et de 76,7 millions de dollars (72,4 pour cent) pour la période de six mois. Les deux hausses sont principalement attribuables aux ajustements des niveaux de service pour la majorité des trains, résultant de la hausse significative de l'achalandage (31,3 pour cent pour le trimestre et 58,1 pour cent pour la période) ainsi qu'à des tarifs moyens plus élevés (4,6 pour cent pour le trimestre et 9,0 pour cent pour la période).

Corridor Québec – Windsor

Les produits ont augmenté de 21,0 millions de dollars (35,8 pour cent) durant le trimestre à la suite d'une réintroduction de fréquences pour répondre à un achalandage accru.

La capacité (en termes de sièges-milles offerts) a augmenté de 25,7 pour cent par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. L'augmentation des produits reflète la hausse de l'achalandage (31,0 pour cent), ainsi que des produits moyens en hausse (3,7 pour cent).

Sur une base cumulative, les produits ont augmenté de 59,0 millions de dollars (67,4 pour cent) pour la période de six mois. La capacité a augmenté de 53,1 pour cent, l'achalandage a augmenté de 57,8 pour cent tandis que les produits moyens se sont améliorés de 6,1 pour cent.

Océan

Les produits pour le trimestre ont augmenté de 1,1 million de dollars (55,0 pour cent) comparés à l'exercice précédent.

L'achalandage a augmenté de 46,4 pour cent pour le trimestre et les tarifs moyens se sont améliorés de 5,9 pour cent. Sur une base cumulative, les produits ont augmenté de 2,2 millions de dollars (78,6 pour cent) principalement en raison d'une amélioration de l'achalandage (hausse de 71,1 pour cent).

Canadien

Les produits ont augmenté de 3,9 millions de dollars (31,5 pour cent) par rapport à ceux du trimestre de l'exercice précédent et de 8,1 millions de dollars (59,1 pour cent) comparativement à la période de six mois précédente. Les augmentations s'expliquent par une hausse de l'achalandage (31,2 pour cent pour le trimestre et 65,6 pour cent pour la période de six mois).

Liaisons régionales

Les produits générés ont augmenté de 0,2 million de dollars (33,3 pour cent) durant le trimestre. L'augmentation est principalement attribuable à l'achalandage (hausse de 36,1 pour cent).

Sur une base cumulative, les produits ont augmenté de 0,5 million de dollars (55,6 pour cent) principalement en raison de l'augmentation de l'achalandage (57,5 pour cent).

Autres produits

Les autres produits ont augmenté de 1,7 million de dollars (43,6 pour cent) pour le trimestre et ont augmenté de 3,7 millions de dollars (52,9 pour cent) pour la période de six mois. Cette augmentation pour le trimestre est due aux produits de placement plus élevés ainsi qu'aux produits provenant de tiers. La hausse cumulative résulte d'une hausse des produits dans les gares, reflétant les niveaux d'exploitation plus élevés, ainsi que des produits de placement plus importants, découlant des taux d'intérêt plus élevés.

5.3 Charges d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés le 30 juin				Périodes de six mois terminées le 30 juin			
	2023	2022	Var \$	Var %	2023	2022	Var \$	Var %
Rémunération et avantages du personnel	91,9	81,7	10,2	12,5 %	177,5	153,5	24,0	15,6 %
Exploitation des trains et carburant	40,9	36,8	4,1	11,1 %	87,1	67,1	20,0	29,8 %
Gares et autres biens	11,5	9,7	1,8	18,6 %	24,0	20,3	3,7	18,2 %
Marketing et ventes	10,7	8,2	2,5	30,5 %	19,3	11,7	7,6	65,0 %
Matériel de maintenance	10,1	8,7	1,4	16,1 %	20,0	17,5	2,5	14,3 %
Coûts des fournitures à bord des trains	10,1	7,6	2,5	32,9 %	18,7	11,5	7,2	62,6 %
Honoraires professionnels	9,0	3,3	5,7	172,7 %	16,7	6,8	9,9	145,6 %
Télécommunications	6,7	5,4	1,3	24,1 %	13,8	13,0	0,8	6,2 %
Services techniques	1,2	-	1,2	n/a	2,2	-	2,2	n/a
Amortissements	27,1	24,8	2,3	9,3 %	53,9	50,4	3,5	6,9 %
Pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	1,4	(1,4)	(100,0 %)	0,8	1,4	(0,6)	(42,9 %)
Perte nette (gain net) non réalisé sur les instruments financiers dérivés	0,5	(0,7)	1,2	171,4 %	3,2	(4,0)	7,2	180,0 %
Autres	8,0	4,7	3,3	70,2 %	17,3	10,3	7,0	68,0 %
Total des charges d'exploitation selon les IFRS	227,7	191,6	36,1	18,8 %	454,5	359,5	95,0	26,4 %
Ajustements non financés (section 5.1)	(34,2)	(33,3)	(0,9)	(2,7 %)	(56,2)	(46,6)	(9,6)	(20,6 %)
Total des charges financées	193,5	158,3	35,2	22,2 %	398,3	312,9	85,4	27,3 %

(Les montants entre parenthèses représentent des diminutions)

(Des explications sont fournies pour les charges pour lesquelles les variations trimestrielles sont de 3,0 millions de dollars ou plus, et/ou de 10 pour cent ou plus)

Les charges d'exploitation ont augmenté de 36,1 millions de dollars (18,8 pour cent) pour le trimestre et de 95,0 millions de dollars (26,4 pour cent) pour la période de six mois. Les principales variations s'expliquent par :

Rémunération et avantages du personnel

Les charges ont augmenté de 10,2 millions de dollars (12,5 pour cent) durant le trimestre et de 24,0 millions de dollars (15,6 pour cent) pour la période de six mois. Les augmentations pour le trimestre et pour la période de six mois sont attribuables aux coûts de personnel associés aux fréquences supplémentaires par rapport au trimestre correspondant de 2022 ainsi que des augmentations salariales annuelles.

Exploitation des trains et carburant

Les charges ont augmenté de 4,1 millions de dollars (11,1 pour cent) durant le trimestre et de 20,0 millions de dollars (29,8 pour cent) pour la période de six mois. Les augmentations pour le trimestre et pour la période de six mois proviennent des fréquences supplémentaires exploitées en 2023 ainsi que des augmentations des coûts contractuels.

5.3 Charges d'exploitation (suite)

Gares et autres biens

Les charges ont augmenté de 1,8 million de dollars (18,6 pour cent) durant le trimestre et de 3,7 millions de dollars (18,2 pour cent) pour la période de six mois en raison de l'augmentation des charges liées aux loyers, ainsi que des charges additionnelles liées à l'entretien des bâtiments et des sites, reflétant l'augmentation du niveau de fréquences.

Marketing et ventes

Les charges ont augmenté de 2,5 millions de dollars (30,5 pour cent) durant le trimestre et de 7,6 millions de dollars (65,0 pour cent) pour la période de six mois. Les augmentations sont principalement attribuables à la hausse des frais de carte de crédit et des coûts de transaction de réservation associés aux produits passagers.

Matériel de maintenance

Les charges ont augmenté de 1,4 million de dollars (16,1 pour cent) durant le trimestre et de 2,5 millions de dollars (14,3 pour cent) pour la période de six mois. Ces hausses sont principalement dues au coût associé aux fréquences supplémentaires et à l'augmentation du prix des pièces qui sont impactés par les taux d'inflation actuels.

Coûts des fournitures à bord des trains

Les charges ont augmenté de 2,5 millions de dollars (32,9 pour cent) durant le trimestre et de 7,2 millions de dollars (62,6 pour cent) pour la période de six mois résultant de la distribution de l'achalandage, puisque les classes Affaires et Voiture-lits ont été réintroduites en 2023, augmentant les coûts des fournitures à bord des trains.

Services professionnels

Les charges ont augmenté de 5,7 millions de dollars (172,7 pour cent) durant le trimestre et de 9,9 millions de dollars (145,6 pour cent) pour la période de six mois. Ces hausses reflètent le niveau d'activité plus élevé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ainsi qu'à une initiative corporative visant à revoir les processus internes et à identifier d'autres initiatives de réduction des coûts.

Télécommunications

Les charges ont augmenté de 1,3 million (24,1 pour cent) de dollars pour le trimestre et ont augmenté de 0,8 million (6,2 pour cent) pour la période de six mois. Les augmentations résultent des coûts de support et de licences associés aux systèmes nouvellement mis en fonction.

Pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Les charges ont diminué de 1,4 million de dollars (100,0 pour cent) durant le trimestre et de 0,6 million de dollars (42,9 pour cent) pour la période de six mois puisque moins d'actifs ont été disposés pour le trimestre et la période de six mois.

Perte nette (gain net) non réalisé sur les instruments financiers dérivés

Une perte nette de 0,5 million de dollars pour le trimestre et de 3,2 millions de dollars pour la période de six mois comparativement à un gain net de 0,7 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 et de 4,0 millions de dollars pour la période de six mois. La perte nette cumulative au 30 juin 2023 s'explique par le fait que les prix actuels du carburant sur le marché sont inférieurs aux prix contractuels.

Autres charges

Les charges ont augmenté de 4,5 millions (95,7 pour cent) de dollars pour le trimestre et de 9,2 millions de dollars (89,3 pour cent) pour la période de six mois. Ces augmentations résultent principalement d'une baisse des gains réalisés sur les instruments financiers dérivés (6,1 millions de dollars) pour la période de six mois.

5.4 Situation financière

(en millions de dollars canadiens)	30 juin 2023	31 décembre 2022	Var \$	Var %
ACTIFS				
Actifs courants	218,3	200,1	18,2	9,1 %
Avances sur contrats	51,3	51,1	0,2	0,4 %
Immobilisations corporelles	1 552,2	1 473,6	78,6	5,3 %
Actifs au titre de droits d'utilisation	94,0	95,0	(1,0)	(1,1%)
Immobilisations incorporelles	397,8	388,0	9,8	2,5 %
Actifs au titre des avantages du personnel	356,6	383,5	(26,9)	(7,0 %)
Total des actifs	2 670,2	2 591,3	78,9	3,0 %
PASSIFS				
Passifs courants	301,9	280,4	21,5	7,7 %
Autres charges à payer	29,6	29,5	0,1	0,3 %
Impôts différés	40,9	48,0	(7,1)	(14,8 %)
Obligations locatives	100,1	99,9	0,2	0,2 %
Passifs au titre des avantages du personnel	31,4	31,2	0,2	0,6 %
Total des passifs	503,9	489,0	14,9	3,0 %
Financement en capital reporté	1 954,1	1 867,1	87,0	4,7 %
Capital-actions	9,3	9,3	-	0,0 %
Surplus accumulé au début de la période	225,9	144,7	81,2	56,1 %
Résultat net	(3,3)	(15,2)	11,9	78,3 %
Autres éléments du résultat global	(19,7)	96,4	(116,1)	(120,4 %)
Surplus accumulé à la fin de la période	202,9	225,9	(23,0)	(10,2 %)
Total des passifs et de l'avoir de l'actionnaire	2 670,2	2 591,3	78,9	3,0 %

(Les montants entre parenthèses représentent des diminutions)

(Des explications sont fournies pour les charges pour lesquelles les variations trimestrielles sont de 3,0 millions de dollars ou plus, ou de 10 pour cent ou plus)

Les principaux changements dans l'état de la situation financière sont attribuables aux éléments suivants :

Actifs

Le total des actifs a augmenté de 78,9 millions de dollars principalement en raison d'une hausse des immobilisations corporelles de 78,6 millions de dollars et les immobilisations incorporelles ont progressé de 9,8 millions de dollars puisque le Programme de remplacement de la flotte du Corridor et les projets de technologies de l'information progressent. Les actifs courants ont augmenté de 18,2 millions de dollars en raison de la date de réception des montants à recevoir de Transports Canada alors que les actifs au titre des avantages du personnel ont diminué de 26,9 millions de dollars découlant d'une baisse du taux d'actualisation.

Passifs et financement en capital reporté

Le total des passifs a augmenté de 14,9 millions de dollars résultant principalement d'une hausse des passifs courants

de 21,5 millions de dollars découlant principalement d'une hausse des produits reportés, combiné à une diminution de 7,1 millions de dollars du passif d'impôts différés résultant d'une diminution de l'actif au titre des avantages du personnel. Le financement en capital reporté a augmenté de 87,0 millions de dollars principalement dû aux investissements en capital.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global ont diminué en raison du rendement inférieur de l'actif des régimes partiellement et d'une diminution du taux d'actualisation affectant les passifs au titre des avantages du personnel tel qu'expliqué à la section 5.1 du présent document.

5.5 Liquidité, flux de trésorerie et investissements en immobilisations

Liquidité et flux de trésorerie

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres terminés le 30 juin				Périodes de six mois terminées le 30 juin			
	2023	2022	Var \$	Var %	2023	2022	Var \$	Var %
Trésorerie, solde au début de la période	41,1	25,6	15,5	60,5 %	9,7	4,4	5,3	120,5 %
Fonds nets générés par les activités d'exploitation	21,4	15,3	6,1	39,9 %	34,3	33,6	0,7	2,1 %
Fonds nets générés par (utilisés pour) les activités d'investissement	0,6	(21,1)	21,7	102,8 %	20,2	(16,9)	37,1	219,5 %
Fonds nets (utilisés pour) les activités de financement	(1,0)	(1,0)	-	0,0 %	(2,1)	(2,3)	0,2	8,7 %
Trésorerie, solde à la fin de la période	62,1	18,8	43,3	230,3 %	62,1	18,8	43,3	230,3 %

(Les montants entre parenthèses représentent des diminutions)

Activités d'exploitation

Les fonds nets ont augmenté de 6,1 millions de dollars (39,9 pour cent) pour le trimestre et de 0,7 million de dollars (2,1 pour cent) pour la période de six mois. Ces variations sont attribuables à la modification des éléments du fonds de roulement (7,8 millions de dollars pour le trimestre et 1,3 million de dollars pour la période de six mois) tel que présenté dans la note 19 des états financiers intermédiaires résumés.

Activités d'investissement

Les fonds nets ont augmenté de 21,7 millions de dollars (102,8 pour cent) pour le trimestre et ont augmenté de 37,1 millions de dollars (219,5 pour cent) pour la période de six mois. Les augmentations sont principalement attribuables au moment où le montant de financement gouvernemental est reçu durant le trimestre ou la période de six mois comparativement au moment où les acquisitions en immobilisations corporelles et incorporelles sont payées.

Financement des investissements en immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles totalisent 1 950,0 millions de dollars au 30 juin 2023, ce qui représente une augmentation de 88,4 millions de dollars comparativement au solde au 31 décembre 2022.

Le financement des investissements en immobilisations corporelles et incorporelles a totalisé 139,9 millions pour la période de six mois.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres terminés le 30 juin				Périodes de six mois terminées le 30 juin			
	2023	2022	Var \$	Var %	2023	2022	Var \$	Var %
Équipement	9,8	8,9	0,9	10,1 %	18,2	19,7	(1,5)	(7,6 %)
Infrastructure	2,3	3,5	(1,2)	(34,3 %)	7,6	4,7	2,9	61,7 %
Technologie de l'information	8,7	10,7	(2,0)	(18,7 %)	18,7	22,6	(3,9)	(17,3 %)
Gares	7,4	2,5	4,9	196,0 %	12,3	4,6	7,7	167,4 %
Programme de remplacement de la flotte du Corridor	32,9	38,0	(5,1)	(13,4 %)	71,3	65,1	6,2	9,5 %
Autres	6,0	1,5	4,5	300,0 %	11,8	3,2	8,6	268,8 %
Total	67,1	65,1	2,0	3,1 %	139,9	119,9	20,0	16,7 %

(Les montants entre parenthèses représentent des diminutions)

Les plus importants investissements réalisés au cours du trimestre et pour la période de six mois ont été pour le Programme de remplacement de la flotte du Corridor, les projets de technologies de l'information notamment le nouveau système de réservation, le programme de reconstruction des équipements AES (à alimentation électrique de service) des longs parcours et du Corridor (appelé programme Héritage), y compris les projets d'infrastructure (pour l'amélioration des voies et des ponts ainsi que pour le projet d'infrastructure pour améliorer la fluidité et la connectivité à Montréal pour lequel la Société a reçu un financement de 490,1 millions de dollars).

6. Résultats comparés au plan corporatif 2022-2026 ⁽¹⁾

(1) : Le plan corporatif fournit des informations sur les activités financées. Par conséquent, la comparaison entre les résultats réels et prévus est basée sur les activités financées.

La Société s'efforce d'atteindre les objectifs et les stratégies identifiés dans son plan corporatif. Les résultats financiers du trimestre sont en ligne avec les hypothèses et les prévisions de la Société.

En termes d'investissements en immobilisations, bien que les investissements du trimestre aient été inférieurs aux investissements prévus, les travaux des grands projets stratégiques identifiés dans le plan corporatif progressent, notamment le Programme de remplacement de la flotte du Corridor, les projets d'infrastructure ainsi que le programme de reconstruction des équipements AES.

Financement d'exploitation par le gouvernement du Canada <i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2023	30 juin 2022
Solde au début de la période (1^{er} janvier)	91,0	63,3
Reçu pour financer les charges d'exploitation	(233,3)	(207,6)
Enregistré dans les résultats financiers	204,9	200,2
Solde à la fin de la période	62,6	55,9

Financement en capital par le gouvernement du Canada <i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2023	30 juin 2022
Solde au début de la période (1^{er} janvier)	42,5	(7,4)
Reçu pour financer les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (incluant le coût des terrains)	(149,3)	(62,3)
Enregistré pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	139,9	119,9
Solde à la fin de la période	33,1	50,2

Crédits parlementaires

La Société reçoit son financement du gouvernement du Canada en fonction de l'exercice financier du gouvernement qui commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars. Ainsi, les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation et les investissements en capital sont basés sur l'exercice financier du gouvernement.

	Pour la période de douze mois se terminant le 31 mars 2024	Pour la période de douze mois se terminant le 31 mars 2023
Crédit parlementaire pour les charges d'exploitation		
Crédit parlementaire initial	390,3	339,8
Crédit parlementaire supplémentaire	-	14,4
Crédit parlementaire annuel révisé	390,3	354,2
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de trois mois terminant le 30 juin	85,6	79,9
Crédit parlementaire disponible pour le reste de l'exercice fiscal du gouvernement	304,7	274,3

Pour 2022-23 inclut un montant de 14,4 millions de dollars reçu pour la création de la filiale de VIA TGF

	Pour la période de douze mois se terminant le 31 mars 2024	Pour la période de douze mois se terminant le 31 mars 2023
Crédit parlementaire pour les investissements en capital		
Crédit parlementaire initial	843,4	671,8
Crédit parlementaire supplémentaire (Note 1)	-	101,4
Crédit parlementaire annuel révisé	843,4	773,2
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de trois mois terminant le 30 juin	67,1	65,1
Crédit parlementaire disponible pour le reste de l'exercice fiscal du gouvernement	776,3	708,1

Note 1 : 2022-23 inclut un montant de 92,6 millions de dollars obtenu via le budget supplémentaire des dépenses B et 5,2 millions de dollars obtenus via le budget supplémentaire des dépenses C



En hausse



Stable





En baisse

7. Analyse des risques

Cette section présente les principaux risques auxquels la Société est exposée et qui pourraient avoir des répercussions sur ses résultats financiers et présente la tendance actuelle par rapport au 31 décembre 2022. Voir Rapport Annuel 2022, Section 7 du Rapport de gestion.

Au trimestre terminé le 30 juin 2023, la tendance a changé pour les deux risques suivants :

Nature du risque	Tendance	Situation actuelle
<p>Viabilité financière</p> <p>La Société a des pouvoirs limités en tant que société d'État non mandataire et dépend des crédits budgétaires que lui accorde annuellement le gouvernement pour financer ses opérations, ses immobilisations et s'acquitter de ses obligations à l'égard des régimes de retraite.</p> <p>Le financement du gouvernement constitue un risque dans la prestation efficace des services de la Société de même que pour la planification et la mise en œuvre de ses stratégies à moyen et à long terme.</p>		<p>La Société a dû faire face à une augmentation des coûts en 2022 en raison de la forte inflation, en particulier dans les charges de rémunération, mais aussi dans le carburant, le coût des produits à bord des trains et d'accès aux infrastructures de tiers. La Société a reçu un financement opérationnel supplémentaire du gouvernement du Canada dans le cadre du budget fédéral de 2023 et disposera d'un financement suffisant pour l'exercice 2023.</p> <p>Cependant, à mesure que la fin de l'enveloppe de financement actuelle approche, que le financement pour les charges d'exploitation est insuffisant et qu'aucun financement pour les investissements en capital n'est confirmé pour les années au-delà de l'enveloppe de financement actuelle, il existe un risque que la Société ne soit pas en mesure de fournir efficacement ses services ni d'exécuter ses projets à moyen et à long terme.</p> <p>La Société continue de surveiller de près la situation et est en communication avec Transports Canada au sujet des besoins de financement supplémentaires potentiels pour les exercices suivants 2023.</p>

Nature du risque	Tendance	Situation actuelle
<p>Gestion des actifs</p> <p>Le matériel roulant de type AES de la Société a atteint la fin de sa vie utile. Sa fiabilité s'est détériorée au cours des dernières années, ce qui a entraîné des retards et des coûts d'exploitation supplémentaires afin de maintenir un bon état de fonctionnement.</p> <p>Les coûts de maintenance devraient augmenter considérablement au cours des prochaines années jusqu'à l'introduction d'une flotte d'équipements de remplacement, tant dans le Corridor où la Société compte sur ses 31 voitures AES 2 représentant plus de 25 pour cent de la capacité actuelle dans le Corridor et dans les services hors Corridor, car la fiabilité de la flotte actuelle continuera de se détériorer ainsi que tous les services hors Corridor qui dépendent de l'équipement AES pour fournir des services aux communautés.</p>		<p>La Société opère une flotte d'équipements vieillissante qui requiert plus d'inspections et réparations, ce qui pourrait avoir une incidence future sur les produits voyageurs et les charges d'exploitation, ainsi qu'impacter négativement la disponibilité de l'équipement.</p> <p>De plus, à la suite de la découverte de nouvelles conditions structurelles avec l'équipement AES, et le dépôt d'une évaluation technique approfondie par un tiers indépendant, la Société a mis en place des mesures pour atténuer les enjeux de sécurité jusqu'à ce qu'un programme de renforcement structurel et de réparation de l'ensemble du parc de AES soit entrepris. Ces mesures comprennent, entre autres, l'utilisation de voitures tampons, le démontage des voitures présentant des défauts structurels pour identifier d'éventuelles conditions structurelles supplémentaires ainsi que des tests de compression structurelle pour valider la capacité structurelle des voitures. Les résultats de ces mesures ont démontré que la structure de l'équipement est adéquate et que le programme de renforcement et de réparation de la structure ne sera pas aussi important que prévu initialement. De plus, l'arrêté ministériel émis par Transports Canada en octobre 2022 exigeant à la Société d'ajouter des voitures tampons dans ses trains a été levé le 18 mai 2023.</p> <p>Néanmoins, la flotte est vieillissante et nécessitera des investissements importants jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par une nouvelle flotte.</p>

8. Perspectives

Les résultats du deuxième trimestre se sont améliorés par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2022 qui avait été en partie affecté par le variant Omicron de la COVID-19, car la Société a maintenant déployé sa capacité maximale disponible et a réintroduit presque toutes ses fréquences à travers le réseau.

La réintroduction de fréquences dans des services qui ne couvrent pas tous leurs coûts ainsi que les coûts plus élevés résultant des taux d'inflation actuels ont augmenté le déficit de la Société et pourraient entraîner un déficit de financement pour les prochains exercices financiers du gouvernement. Dans le cadre du budget 2023, la Société a reçu du gouvernement un financement de fonctionnement supplémentaire pour l'exercice financier 2023-2024. Elle continuera de surveiller de près la situation et de communiquer avec Transports Canada au sujet d'éventuels besoins de financement supplémentaires.

Pendant ce temps, les travaux se poursuivent pour la mise en œuvre d'initiatives visant à minimiser les coûts d'exploitation et à travailler avec les sociétés ferroviaires hôtes pour améliorer la ponctualité et protéger les opérations de la Société sur le réseau. Parallèlement, des projets stratégiques tels que le Programme de remplacement de la flotte du Corridor et le nouveau système de réservation franchiront des étapes importantes avec l'introduction d'une partie de la nouvelle flotte cette année et le lancement prochain du nouveau système de réservation. Le programme Héritage et le train à grande fréquence (TGF) progressent également comme prévu.

**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS**

Déclaration de responsabilité de la direction

Montréal, Canada
23 août 2023

La direction de la Société est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives.

La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Mario Péloquin, MBA

Président et chef de la direction



Marie-Claude Cardin, CPA

Cheffe de la direction financière

États financiers intermédiaires résumés

État de la situation financière

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 juin 2023 <i>(non audités)</i>	31 décembre 2022 <i>(audités)</i>
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie	62 071 \$	9 741 \$
Clients et autres débiteurs (Note 7)	107 632	154 189
Autres actifs (Note 8)	18 599	7 838
Instruments financiers dérivés (Note 9)	-	765
Stocks	28 963	25 655
Fonds de renouvellement des actifs	1 096	1 969
	218 361	200 157
ACTIFS NON COURANTS		
Avances sur contrats	51 265	51 140
Immobilisations corporelles (Note 10)	1 552 195	1 473 578
Actifs au titre de droits d'utilisation (Note 13)	94 040	94 972
Immobilisations incorporelles (Note 11)	397 812	387 958
Actifs au titre des avantages du personnel (Note 16)	356 553	383 522
	2 451 865	2 391 170
Total des actifs	2 670 226 \$	2 591 327 \$
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et charges à payer (Note 12)	235 718 \$	234 498 \$
Obligations locatives (Note 13)	3 226	3 971
Provisions (Note 14)	3 454	3 983
Instruments financiers dérivés (Note 9)	2 605	183
Produits reportés (Note 15)	56 970	37 680
	301 973	280 315
PASSIFS NON COURANTS		
Charges à payer	29 627	29 543
Impôts différés (Note 17)	40 854	48 038
Obligations locatives (Note 13)	100 135	99 934
Passifs au titre des avantages du personnel (Note 16)	31 354	31 234
	201 970	208 749
Financement en capital reporté (Note 18)	1 954 148	1 867 080
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions	9 300	9 300
Surplus accumulé	202 835	225 883
	212 135	235 183
Total des passifs et de l'avoir de l'actionnaire	2 670 226 \$	2 591 327 \$

Engagements (Note 21)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

États financiers intermédiaires résumés

État du résultat global

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)	Trimestres terminés le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
PRODUITS (Note 5)				
Voyageurs	102 301 \$	74 471 \$	182 728 \$	105 950 \$
Autres	5 671	3 907	10 710	7 019
	107 972	78 378	193 438	112 969
CHARGES				
Rémunération et avantages du personnel	91 889	81 691	177 458	153 450
Exploitation des trains et carburant	40 945	36 752	87 137	67 091
Gares et autres biens	11 515	9 763	23 980	20 324
Marketing et ventes	10 686	8 130	19 282	11 678
Matériel de maintenance	10 084	8 701	20 018	17 473
Coûts des fournitures à bord des trains	10 065	7 639	18 683	11 534
Taxes d'exploitation	3 049	3 324	7 436	6 693
Honoraires professionnels	9 013	3 329	16 686	6 809
Télécommunications	6 641	5 403	13 764	12 958
Amortissements des immobilisations corporelles (Note 10)	1 166	-	2 208	-
Amortissements des immobilisations incorporelles (Note 11)	21 333	18 899	42 355	38 466
Amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation (Note 13)	4 464	4 750	9 006	9 472
Pertes sur cessions d'immobilisations corporelles (Note 10)	1 362	1 130	2 548	2 442
Pertes sur cessions d'immobilisations incorporelles (Note 11)	-	1 405	766	1 406
Perte nette (gain net) non réalisé sur les instruments financiers dérivés	524	(717)	3 187	(3 997)
Perte nette (gain net) réalisé sur les instruments financiers dérivés	936	(3 438)	848	(5 231)
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	654	650	1 156	1 150
Autres	3 383	4 152	8 026	7 752
	227 709	191 563	454 544	359 470
PERTE D'EXPLOITATION AVANT LE FINANCEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LES IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	(119 737)	(113 185)	(261 106)	(246 501)
Financement d'exploitation par le gouvernement du Canada (Note 6)	85 570	79 877	205 780	200 184
Amortissement du financement en capital reporté (Note 18)	25 701	24 958	51 940	49 152
Résultat net avant impôts sur le résultat	(8 466)	(8 350)	(3 386)	2 835
Recouvrement (charge) d'impôts	1 317	(4 063)	41	8 249
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	(7 149)	(12 413)	(3 345)	11 084
Autres éléments du résultat global				
Montants qui ne seront pas reclassifiés subséquentement au résultat net :				
Réévaluations de la composante à prestations définies des régimes de retraite et des régimes de prestations postérieures à l'emploi (Note 16)	(36 975)	538 356	(26 846)	402 977
Recouvrement (charge) d'impôts	9 831	(110 291)	7 143	(100 023)
	(27 144)	428 065	(19 703)	302 954
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	(34 293) \$	415 652 \$	(23 048) \$	314 038 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

États financiers intermédiaires résumés

État des variations de l'avoir de l'actionnaire

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)	Trimestres terminés le 30 juin				Périodes de six mois terminées le 30 juin			
	2023		2022		2023		2022	
CAPITAL-ACTIONS	9 300	\$	9 300	\$	9 300	\$	9 300	\$
Surplus accumulé								
Solde au début de la période	237 128		43 095		225 883		144 709	
Résultat net de la période	(7 149)		(12 413)		(3 345)		11 084	
Autres éléments du résultat global de la période	(27 144)		428 065		(19 703)		302 954	
Solde à la fin de la période	202 835		458 747		202 835		458 747	
Total de l'avoir de l'actionnaire	212 135	\$	468 047	\$	212 135	\$	468 047	\$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

États financiers intermédiaires résumés

État des flux de trésorerie

	Trimestres terminés le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
<i>(en milliers de dollars canadiens) (non audités)</i>				
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat net de la période	(7 149) \$	(12 413) \$	(3 345) \$	11 084 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets (utilisés pour) générés par les activités d'exploitation :				
Amortissements des immobilisations corporelles (Note 10)	21 333	18 899	42 355	38 466
Amortissements des immobilisations incorporelles (Note 11)	4 464	4 750	9 006	9 472
Amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation (Note 13)	1 362	1 130	2 548	2 442
Pertes sur cessions d'immobilisations corporelles (Note 10)	-	1 405	766	1 406
Variations des charges à payer	56	16	84	49
Retrait effectué du Fonds de renouvellement des actifs	-	-	873	-
Variations des avances sur contrats	(756)	(117)	(842)	(219)
Amortissement du financement en capital reporté (Note 18)	(25 701)	(24 958)	(51 940)	(49 152)
(Recouvrement) charge d'impôts	(1 257)	3 913	(41)	(8 399)
Produits d'intérêts	(893)	(199)	(1 636)	(277)
Intérêts payés	(654)	(650)	(1 156)	(1 150)
Perte nette (gain net) non réalisé sur les instruments financiers dérivés	524	(717)	3 187	(3 997)
Charge au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages du personnel (Note 16)	1 350	4 698	3 333	10 651
Cotisations de l'employeur au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages du personnel (Note 16)	(1 608)	(2 943)	(3 090)	(9 593)
Charges d'intérêts sur les obligations locatives	654	650	1 156	1 150
Variation nette des éléments du fonds de roulement (Note 19)	29 656	21 847	33 051	31 734
Fonds nets générés par les activités d'exploitation	21 381	15 311	34 309	33 667
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Financement en capital reçu pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (Notes 7, 18 et 19)	59 292	14 268	149 292	62 268
Financement en capital reçu pour le Fonds de renouvellement des actifs transféré au financement d'exploitation	-	-	(873)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (Notes 10, 11, 12 et 19)	(59 569)	(35 594)	(129 874)	(79 463)
Intérêts reçus	893	199	1 636	277
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	-	2	-	2
Fonds nets générés par (utilisés pour) les activités d'investissement	616	(21 125)	20 181	(16 916)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement des obligations locatives	(996)	(977)	(2 160)	(2 307)
Fonds nets (utilisés pour) les activités de financement	(996)	(977)	(2 160)	(2 307)
TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de la période	21 001	(6 791)	52 330	14 444
Solde au début de la période	41 070	25 635	9 741	4 400
Solde à la fin de la période	62 071 \$	18 844 \$	62 071 \$	18 844 \$
REPRÉSENTÉ PAR :				
Encaisse	62 071	18 844	62 071	18 844
	62 071 \$	18 844 \$	62 071 \$	18 844 \$

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

Pour la période terminée le 30 juin 2023 (non audités)

1. Autorisations, objectifs et informations générales

VIA Rail Canada inc. est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas mandataire de Sa Majesté. Elle fut constituée en 1977 au Canada en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie aux impôts sur le résultat. Le siège social de la Société est situé au 3 Place Ville-Marie, Montréal (Québec). La Société s'emploie à être une voie sensée pour les voyageurs avec une mission de placer les passagers avant tout et de se dépasser constamment pour leur offrir une expérience de voyage plus sensée et plus sécuritaire à travers le Canada. La Société utilise l'infrastructure ferroviaire appartenant à d'autres sociétés de chemin de fer et dépend de celles-ci pour le contrôle de la circulation des trains. La Société a un seul secteur d'exploitation soit le transport de voyageurs et les services connexes au Canada. Les activités de la Société sont considérées comme étant saisonnières puisque l'achalandage et les produits augmentent durant l'été et à la période des fêtes.

La Société est assujettie à une instruction (C.P. 2013-1354) qui a été émise le 9 décembre 2013 et à une instruction connexe (C.P. 2016-443) émise le 3 juin 2016, en vertu des articles 89.8 et 89.9 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon ces instructions, la Société doit obtenir l'approbation du Conseil du Trésor avant de fixer les conditions d'emploi de ses employés non syndiqués qui ne sont pas nommés par le gouverneur en conseil. La Société confirme qu'elle s'est conformée aux exigences de ces instructions.

En juillet 2015, la Société a reçu une instruction (C.P. 2015-1114) en vertu de l'article 89(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales, et pour rendre compte de la mise en œuvre de cette instruction dans son prochain plan d'entreprise. La Société confirme qu'elle s'est conformée aux exigences de l'instruction.

En mars 2022, la Société a reçu une instruction (C.P. 2022-0259) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* de :

- a. constituer, en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, une filiale à cent pour cent, ayant comme mandat le développement et la mise en œuvre du projet de train à grande fréquence, notamment la conception, la construction, le financement, l'exploitation et l'entretien de services ferroviaires voyageurs en Ontario et au Québec au moyen d'un ou de plusieurs accords avec le secteur privé, en collaboration avec le ministre des Transports;
- b. fournir à la filiale l'appui, l'expertise et la coopération nécessaires pour faciliter son rôle et l'exécution de son mandat;
- c. fournir au ministre des Transports l'appui, l'expertise et la coopération nécessaires pour faciliter son rôle dans le cadre du développement et de la mise en œuvre du projet de train à grande fréquence.

La Société a constitué la filiale, nommée VIA HRF – VIA TGF Inc., le 29 novembre 2022 et confirme qu'elle continuera de mettre en place les exigences de la directive.

Ces états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 23 août 2023.

La Société a reçu le financement supplémentaire du gouvernement du Canada et dispose de ressources adéquates pour continuer à exploiter dans un avenir prévisible. La direction continue d'adopter le principe de la continuité d'exploitation lors de la préparation des états financiers.

2. Base de présentation

a) Déclaration de conformité

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à l'IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, publiée par le Conseil des normes comptables internationales et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités et doivent être lus conjointement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, qui ont été préparés selon les IFRS.

b) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières sont présentées en dollars canadiens et ont été arrondies au millier près pour les états financiers intermédiaires résumés et au million près dans les notes aux états financiers intermédiaires résumés.

3. Conventions comptables importantes

Les principales conventions comptables appliquées pour ces états financiers intermédiaires résumés non audités sont présentées dans la Note 4 afférente aux états financiers audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

4. Sources principales d'incertitudes relatives aux estimations et jugements importants

En appliquant les conventions comptables, la direction doit établir des hypothèses, des estimations et des jugements qui influent sur les montants présentés comme actifs et passifs ainsi que les produits et les charges, et sur la présentation des éléments de passifs éventuels à la date des états financiers.

Ces hypothèses et estimations se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs, incluant les attentes liées à des événements futurs qui sont considérées comme raisonnables étant donné les circonstances.

Les révisions d'estimations comptables sont effectuées régulièrement et sont prises en compte dans la période au cours de laquelle l'estimation a été révisée ainsi que dans les périodes futures. L'incertitude reliée à ces hypothèses, estimations et jugements pourrait nécessiter des ajustements significatifs à la valeur comptable dans les exercices futurs pour les actifs et passifs correspondants. Les principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et aux jugements importants sont présentées dans la Note 5 des états financiers audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

5. Produits

Le tableau suivant détaille les produits par principales sources :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres terminés le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
PRODUITS				
Transport et accommodation	99,7	72,6	178,1	103,2
Nourritures et breuvages	2,3	1,7	4,1	2,5
Autres produits <i>(Note 1)</i>	0,3	0,2	0,5	0,3
Produits voyageurs	102,3	74,5	182,7	106,0
Intérêts	0,9	0,2	1,6	0,3
Tiers	3,0	2,0	4,9	3,4
Location et autres	1,7	1,7	4,2	3,3
Produits d'autres sources	5,6	3,9	10,7	7,0
Total des produits	107,9	78,4	193,4	113,0

Note 1 : incluant des commissions de vente et de produits de bagages.

6. Rapprochement de la perte d'exploitation au financement par le gouvernement

La Société reçoit son financement du gouvernement du Canada basé principalement sur ses besoins en trésorerie. Les éléments constatés à l'état du résultat global d'une période peuvent être financés par le gouvernement du Canada au cours d'une période différente. Par conséquent, la Société présente une perte d'exploitation avant le financement par le gouvernement différente pour la période, selon la méthode utilisée soit la méthode du financement par le gouvernement ou la méthode des IFRS. Ces écarts sont les suivants :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres terminés le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Perte d'exploitation avant le financement par le gouvernement du Canada et les impôts sur le résultat	119,7	113,2	261,1	246,5
Postes nécessitant des fonds d'exploitation :				
Charge d'impôts sur le résultat	-	0,2	-	0,2
Postes (ne nécessitant pas des) ne générant pas des fonds d'exploitation :				
Amortissements des immobilisations corporelles	(21,4)	(18,9)	(42,4)	(38,5)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(4,5)	(4,8)	(9,0)	(9,5)
Amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation	(1,3)	(1,1)	(2,5)	(2,4)
Pertes sur cessions d'immobilisations corporelles	-	(1,4)	(0,7)	(1,4)
Excédent de la charge sur les cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel	0,3	(1,8)	(0,2)	(1,1)
(Perte nette) gain net non réalisé sur les instruments financiers dérivés	(0,5)	0,7	(3,2)	4,0
Transactions sans effet sur la trésorerie liées aux contrats de location	1,7	1,7	3,3	3,5
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	(0,7)	(0,7)	(1,2)	(1,2)
Ajustement pour les courus de rémunération	(7,7)	(7,2)	(0,2)	(0,1)
Ajustement pour le programme de fidélisation VIA Préférence	-	0,1	0,1	0,2
Autres	-	(0,1)	0,7	-
Financement d'exploitation par le gouvernement du Canada	85,6	79,9	205,8	200,2

7. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs incluent les éléments suivants :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2023	31 décembre 2022
Clients	2,9	4,5
Autres débiteurs	4,1	9,8
Ajustement pour perte de valeur	(0,5)	(0,4)
Clients et autres débiteurs classés au Coût amorti	6,5	13,9
Montant à recevoir du gouvernement du Canada – Financement d'exploitation	62,6	91,0
Montant à recevoir du gouvernement du Canada – Financement en capital (Note 19)	33,1	42,5
Total à recevoir du gouvernement du Canada	95,7	133,5
Taxes à la consommation	5,4	6,8
Total clients et autres débiteurs	107,6	154,2

Tous les montants présentent des échéances à court terme. Leurs valeurs comptables nettes correspondent à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

L'échéance de ces créances est détaillée dans le tableau suivant :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2023	31 décembre 2022
31 à 60 jours	0,4	1,2
61 à 90 jours	0,4	0,3
Plus de 90 jours	0,1	-
Total	0,9	1,5

La Société a comptabilisé au cours de la période un montant de 0,3 million de dollars de perte de valeur découlant de contrats avec des clients et d'autres débiteurs, qui est présenté à la ligne « Autres » à l'état du résultat global (30 juin 2022 : 0,1 million de dollars).

8. Autres actifs

Les autres actifs incluent les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2023	2022
Frais payés d'avance	9,4	7,8
Avances à des tiers	9,2	-
Total autres actifs	18,6	7,8

9. Instruments financiers dérivés

La Société utilise des swaps de marchandises dans le cadre desquels les parties échangent des paiements en espèces en fonction des variations du prix de la marchandise (c.-à-d. huile à chauffage) par rapport au prix de référence convenu.

À la fin de la période, les justes valeurs des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

	30 juin 2023		31 décembre 2022	
	Quantité nominale de référence (milliers de gallons américains)	Juste valeur en \$ CAN (millions)	Quantité nominale de référence (milliers de gallons américains)	Juste valeur en \$ CAN (millions)
Swap de marchandises				
Actifs	-	-	4 032	0,8
Passifs	5 460	2,6	2 016	0,2

Prix fixe par gallon américain des swaps de marchandises

Devise	30 juin 2023	31 décembre 2022
Dollars canadiens	Minimum : 3,191	Minimum : 3,167
Dollars canadiens	Maximum : 4,098	Maximum : 4,098

Les dates de maturité se situent en 2023 (31 décembre 2022 : 2023). Ces instruments financiers ont un échéancier de règlement mensuel.

10. Immobilisations corporelles

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Terrains	Matériel roulant	Bâtiments de maintenance	Gares et installations (Note 1)	Infrastructures (propriété de la Société)	Améliorations locatives	Machinerie et équipement	Matériel informatique	Autres	Projets en cours de réalisation	Total
Coût :											
1 ^{er} janvier 2023	17,6	997,9	180,7	192,6	340,7	98,0	38,8	40,5	10,6	597,8	2 515,2
Additions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	121,6	121,6
Dispositions	-	(26,4)	-	-	-	-	-	(0,6)	(0,1)	-	(27,1)
Transferts	-	35,2	0,1	0,5	0,2	2,0	0,1	0,8	-	(38,9)	-
Coût total	17,6	1 006,7	180,8	193,1	340,9	100,0	38,9	40,7	10,5	680,5	2 609,7
Amortissement et dépréciation cumulés :											
1 ^{er} janvier 2023	-	616,6	111,4	66,2	132,4	60,0	23,9	25,8	5,3	-	1 041,6
Additions	-	24,8	1,6	4,4	5,0	2,3	1,0	2,9	0,4	-	42,4
Dispositions	-	(25,7)	-	(0,1)	-	-	(0,1)	(0,6)	-	-	(26,5)
Total de l'amortissement et dépréciation cumulés	-	615,7	113,0	70,5	137,4	62,3	24,8	28,1	5,7	-	1 057,5
Valeur nette comptable	17,6	391,0	67,8	122,6	203,5	37,7	14,1	12,6	4,8	680,5	1 552,2

Note 1 : La Société loue à des tiers une petite surface de certaines gares lui appartenant. Étant donné qu'il ne s'agit que d'une proportion non significative de certaines gares, ces actifs ne sont pas présentés sur une ligne séparée.

11. Immobilisations incorporelles

(en millions de dollars canadiens)

	Logiciels externes	Logiciels développés à l'interne	Droits d'accès aux infrastructures	Autres	Projets en cours de réalisation	Total
Coût :						
1 ^{er} janvier 2023	117,3	7,8	441,7	4,5	91,6	662,9
Additions	-	-	-	-	19,0	19,0
Dispositions	(0,1)	-	-	-	-	(0,1)
Transferts	1,2	-	-	-	(1,2)	-
Coût total	118,4	7,8	441,7	4,5	109,4	681,8
Amortissement et dépréciation cumulés :						
1 ^{er} janvier 2023	104,4	7,8	159,3	3,4	-	274,9
Additions	3,1	-	5,8	0,1	-	9,0
Dispositions	(0,1)	-	0,2	-	-	0,1
Total de l'amortissement et dépréciation cumulés	107,4	7,8	165,3	3,5	-	284,0
Valeur nette comptable	11,0	-	276,4	1,0	109,4	397,8

12. Fournisseurs et charges à payer

Les fournisseurs et charges à payer incluent ce qui suit :

(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2023	31 décembre 2022
Salaires à payer et courus	50,9	51,8
Fournisseurs et charges à payer – Autres	60,3	69,3
Fournisseurs et charges à payer – Immobilisations	114,1	104,1
Fournisseurs et charges à payer classés au Coût amorti	225,3	225,2
Taxes sur le capital et autres taxes à payer	6,6	6,1
Déductions à la source	3,8	3,2
Total fournisseurs et charges à payer	235,7	234,5

13. Locations

La Société en tant que preneur :

La Société loue plusieurs actifs, notamment des terrains, des espaces de bureaux, des gares et des installations, ainsi que du matériel informatique. Les valeurs comptables des actifs au titre de droits d'utilisation ainsi que les mouvements au cours de la période sont les suivants :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Terrains	Espaces de bureaux	Gares et installations	Matériel informatique	Total
Coût :					
1 ^{er} janvier 2023	0,5	23,9	81,9	1,5	107,8
Additions	-	-	1,6	-	1,6
Coût total	0,5	23,9	83,5	1,5	109,4
Amortissement cumulé :					
1 ^{er} janvier 2023	0,1	6,7	4,8	1,2	12,8
Additions	-	1,0	1,3	0,3	2,6
Total de l'amortissement cumulé	0,1	7,7	6,1	1,5	15,4
Valeur nette comptable	0,4	16,2	77,4	-	94,0

Montants comptabilisés dans l'état du résultat global :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres terminés le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Location à court terme	-	-	-	-
Actifs de faible valeur	-	-	0,1	0,1

Le total des sorties de fonds est de 1,7 million de dollars pour le trimestre et de 3,4 millions de dollars pour la période de six mois (30 juin 2022 : 1,8 million de dollars pour le trimestre et 3,6 millions de dollars pour la période de six mois).

La Société n'a conclu aucune transaction de cession-bail au cours de la période en cours ou d'une période précédente et ne génère aucun produit de sous-location d'un actif au titre du droit d'utilisation. La Société n'a aucun contrat de location variable qui ne dépend pas d'un indice ou d'un taux.

Les valeurs comptables des obligations locatives et les mouvements de la période sont les suivants :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2023	31 décembre 2022
Solde au début de la période	103,9	90,0
Additions	1,6	18,2
Accroissement d'intérêts	1,2	2,4
Remboursement	(3,3)	(6,7)
Solde à la fin de la période	103,4	103,9
Courantes	3,3	4,0
Non courantes	100,1	99,9
Total obligations locatives	103,4	103,9

14. Provisions

Le solde des provisions est composé des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	1 ^{er} janvier 2023	Provisions supplémentaires	Provisions utilisées	Renversement des montants inutilisés	30 juin 2023
Coûts environnementaux	1,0	0,1	–	–	1,1
Litiges et réparations d'équipement (Note 1)	3,0	0,7	(0,5)	(0,8)	2,4
Total provisions	4,0	0,8	(0,5)	(0,8)	3,5

Note 1 : Litiges et réparations d'équipement

Dans le cours normal de son exploitation, la Société fait l'objet de réclamations et de poursuites judiciaires. Le moment du règlement de ces réclamations dépend, dans une large mesure, du rythme de la négociation avec les tiers et les autorités judiciaires. La Société ne peut estimer de façon fiable le moment du règlement de ces réclamations.

Également, la Société doit assumer des frais de réparations d'équipement suite à des accidents ou autres incidents causant des dommages aux locomotives ou aux voitures de train. La plupart de ces réclamations de réparations d'équipement sont réglées dans un délai de 3 à 18 mois à compter de la date d'initiation.

Ces événements sont sujets à plusieurs incertitudes. La direction a constitué, dans les comptes visés, des provisions qu'elle juge suffisantes et est d'avis que la résolution de telles éventualités ne devrait pas avoir d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Société.

15. Produits reportés

Les produits reportés incluent ce qui suit :

(en millions de dollars canadiens)	30 juin 2023	31 décembre 2022
Ventes de billets perçus d'avance	42,0	21,4
Programme de fidélisation VIA Préférence	10,7	10,8
Opérations non monétaires	0,9	1,2
Cartes-cadeaux	1,8	1,8
Autres	1,6	2,5
Total produits reportés	57,0	37,7

Les ventes de billets perçus d'avance, qui représentent des passifs sur contrats, sont relatives aux paiements reçus avant l'exécution du contrat. Les passifs contractuels sont comptabilisés à titre de produits lorsque la Société exécute le contrat.

16. Actifs et passifs au titre des avantages du personnel

La Société offre des régimes de retraite ayant une composante à prestations définies (capitalisés) et à cotisations définies. La Société offre également des avantages postérieurs à l'emploi non capitalisés, incluant des assurances médicales et vie à la retraite et des avantages long terme aux employés tels que des prestations auto-assurées versées au titre d'indemnisation des accidents de travail, des indemnités d'invalidité de longue durée ainsi que la continuité de la couverture des avantages sociaux pour les employés en congé d'invalidité de longue durée.

Tel que divulgué à la Note 22 Actifs et passifs au titre des avantages du personnel des états financiers annuels de la Société, la Société revoit ses hypothèses actuarielles à chaque période de présentation de l'information financière pour s'assurer que l'actif (passif) net au titre des prestations définies comptabilisé dans les états financiers est mis à jour pour tenir compte des changements importants qui surviennent provenant d'événements non-récurrents. L'incidence sur l'actif (passif) net au titre des prestations définies résultant de ces changements d'hypothèses est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global en tant que réévaluation pour la période.

Les hypothèses actuarielles importantes utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies et les coûts des prestations de retraite sont les suivantes :

	30 juin 2023	31 décembre 2022
HYPOTHÈSES – TAUX D'ACTUALISATION		
Hypothèses pour le calcul de l'obligation		
Composantes à prestations définies des régimes de retraite	4,80 %	5,10 %
Régimes de prestations postérieures à l'emploi	4,80 %	5,10 %
Avantages du personnel à long terme	5,00 %	5,00 %
Hypothèses pour le calcul du coût des prestations		
Composantes à prestations définies des régimes de retraite	5,10 %	3,00 %
Régimes de prestations postérieures à l'emploi	5,10 %	3,00 %
Avantages du personnel à long terme	5,00 %	2,80 %

a) Composante à prestations définies des régimes de retraite et régimes de prestations postérieures à l'emploi

Selon ces évaluations actuarielles et les prévisions au 30 juin, les principaux résultats des évaluations sont les suivants :

	Composante à prestations définies des régimes de retraite		Régimes de prestations postérieures à l'emploi	
	30 juin 2023	31 décembre 2022	30 juin 2023	31 décembre 2022
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>				
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES :				
Solde au début de la période	2 334,2	2 800,0	-	-
Produit d'intérêts	55,4	82,4	-	-
Rendement des actifs des régimes (excluant le produit d'intérêts)	41,6	(421,9)	-	-
Cotisations de l'employeur	-	7,0	0,4	0,7
Cotisations des employés	6,9	12,0	-	-
Prestations versées	(62,5)	(142,8)	(0,4)	(0,7)
Charges administratives	(1,1)	(2,5)	-	-
Solde à la fin de la période	2 374,5	2 334,2	-	-
OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES :				
Solde au début de la période	1 950,7	2 519,8	18,7	26,3
Coût des services	8,4	33,1	0,1	0,4
Charge d'intérêts	46,6	74,7	0,5	0,8
Cotisations des employés	6,9	12,0	-	-
Prestations versées	(62,5)	(142,8)	(0,4)	(0,7)
Effet des changements aux hypothèses démographiques	-	-	-	(0,3)
Effet des changements aux hypothèses financières	67,8	(581,7)	0,6	(7,2)
Effet des ajustements reliés à l'expérience	-	35,6	-	(0,6)
Solde à la fin de la période	2 017,9	1 950,7	19,5	18,7
Actif (passif) net au titre des prestations définies	356,6	383,5	(19,5)	(18,7)

16. Actifs et passifs au titre des avantages du personnel (suite)

b) Avantages du personnel à long terme

Selon ces évaluations actuarielles et les prévisions au 30 juin, les principaux résultats pour les autres régimes d'avantages du personnel à long terme ainsi que les prestations auto-assurées versées au titre de l'indemnisation des accidents du travail sont les suivants :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2023	31 décembre 2022
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES :		
Solde au début de la période	-	-
Cotisations de l'employeur	2,7	5,6
Prestations versées	(2,7)	(5,6)
Solde à la fin de la période	-	-
OBLIGATION AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME :		
Solde au début de la période	12,4	15,1
Coût des services	1,7	3,5
Charge d'intérêts	0,3	0,5
Prestations versées	(2,7)	(5,6)
Effet des changements aux hypothèses démographiques	-	1,5
Effet des changements aux hypothèses financières	-	(1,3)
Effet des ajustements reliés à l'expérience	-	(1,3)
Solde à la fin de la période	11,7	12,4
Passif net au titre des avantages du personnel à long terme	11,7	12,4

c) Sommaire des régimes de retraite, des régimes de prestations postérieures à l'emploi et des autres avantages du personnel à long terme comptabilisés aux états financiers intermédiaires résumés

Total des montants comptabilisés dans l'état de la situation financière :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2023	31 décembre 2022
Actifs :		
Composante à prestations définies des régimes de retraite	356,6	383,5
Passifs :		
Régimes de prestations postérieures à l'emploi	19,5	18,7
Régimes d'avantages du personnel à long terme	11,7	12,4
Régimes des autres avantages du personnel à long terme	0,1	0,1
Total passifs	31,3	31,2

Total des montants comptabilisés dans l'état du résultat global :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres terminés le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Charges d'exploitation :				
Composante à prestations définies des régimes de retraite	0,1	3,4	0,7	8,1
Régimes de prestations postérieures à l'emploi	0,4	0,2	0,6	0,5
Régimes d'avantages du personnel à long terme	0,8	1,1	2,0	2,1
Total	1,3	4,7	3,3	10,7

Ces charges d'exploitation sont incluses au poste « Rémunération et avantages du personnel » dans l'état du résultat global.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres terminés le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Autres éléments du résultat global :				
Composante à prestations définies des régimes de retraite	(36,8)	534,7	(26,2)	395,4
Régimes de prestations postérieures à l'emploi	(0,1)	3,7	(0,6)	7,6
Total	(36,9)	538,4	(26,8)	403,0

17. Impôts sur le résultat

La composition des charges d'impôts sur le résultat s'établit comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres terminés le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Exigibles	0,1	(0,2)	-	(0,2)
Différés	1,2	(3,9)	-	8,4
Recouvrement (charge) d'impôts sur le résultat	1,3	(4,1)	-	8,2

Les impôts différés sur le résultat tiennent compte de l'effet fiscal net des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits aux états financiers et les montants servant au calcul des impôts sur le résultat.

Les composantes importantes des actifs et des (passifs) d'impôts différés sur le résultat sont les suivantes :

Impôts différés au 30 juin 2023 <i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Solde au début	Comptabilisé au résultat net	Comptabilisé au résultat global	Solde à la fin
Actifs (passifs) d'impôts différés :				
Immobilisations corporelles et incorporelles	27,2	(0,8)	-	26,4
Provisions	1,3	0,5	-	1,8
Obligations locatives	28,0	(0,5)	-	27,5
Passifs au titre des avantages du personnel	8,3	-	-	8,3
Pertes fiscales reportées prospectivement	16,2	(1,5)	-	14,7
Total actifs d'impôts différés	81,0	(2,3)	-	78,7
Gain net non réalisé sur les instruments financiers dérivés	(0,2)	0,2	-	-
Actifs au titre de droits d'utilisation	(27,3)	2,3	-	(25,0)
Actifs au titre des avantages du personnel	(101,5)	(0,2)	7,1	(94,6)
Total des passifs d'impôts différés	(129,0)	2,3	7,1	(119,6)
Total des passifs d'impôts différés	(48,0)	-	7,1	(40,9)

18. Financement en capital reporté

Le financement en capital reporté représente le solde non amorti du financement utilisé pour l'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2023	31 décembre 2022
Solde au début de la période	1 867,1	1 658,1
Financement gouvernemental pour les immobilisations corporelles et incorporelles (incluant le coût des terrains)	139,9	310,2
Financement gouvernemental pour une avance sur contrat	-	8,0
Transfert du financement en capital au financement d'exploitation	(0,9)	-
Total du financement gouvernemental pour les immobilisations corporelles, incorporelles et avance sur contrat	139,0	318,2
Amortissement du financement en capital reporté	(51,9)	(109,2)
Solde à la fin de la période	1 954,2	1 867,1

19. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

Variation nette des éléments du fonds de roulement :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres terminés le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Clients et autres débiteurs	20,0	2,8	37,1	12,2
Autres actifs	0,7	(3,9)	(10,8)	(6,6)
Stocks	(2,1)	0,6	(3,3)	2,1
Fournisseurs et charges à payer	6,0	10,7	(8,7)	(3,8)
Provisions	(0,4)	(2,7)	(0,5)	(1,4)
Produits reportés	5,5	14,3	19,3	29,2
Total	29,7	21,8	33,1	31,7

La variation des clients et autres débiteurs exclut un montant de 9,4 millions de dollars (30 juin 2022 : (57,6) millions de dollars) lié au financement en capital à recevoir du gouvernement du Canada puisque ce montant est lié aux activités d'investissement.

La variation des fournisseurs et charges à payer exclut un montant de 10,0 millions de dollars (30 juin 2022 : 40,4 millions de dollars) lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ce montant est lié aux activités d'investissement.

19. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (suite)

Informations supplémentaires sur les activités d'investissement :

	Trimestres terminés le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>				
Financement en capital facturé pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	67,0	65,1	139,9	119,9
Variation du montant à recevoir du (à payer au) gouvernement du Canada – Financement en capital	(7,8)	(50,8)	9,4	(57,6)
Financement en capital reçu pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	59,2	14,3	149,3	62,3
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(67,4)	(68,7)	(140,6)	(126,4)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles n'affectant pas la trésorerie, car elles ont été payées via une avance sur contrat	0,3	1,9	0,7	3,5
Variation des fournisseurs et charges à payer – Immobilisations	7,5	29,5	10,0	40,4
Variation des charges à payer	-	1,7	-	3,0
Montant total payé pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(59,6)	(35,6)	(129,9)	(79,5)

20. Risques financiers

Les instruments financiers de la Société sont exposés aux mêmes risques qui ont été présentés à la Note 28 des états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

21. Engagements

Le tableau suivant présente les engagements contractuels de la Société qui ne sont pas inclus dans l'état de la situation financière.

(en millions de dollars canadiens)	30 juin 2023				31 décembre 2022
	Total des engagements	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total des engagements
ENGAGEMENTS LIÉS AUX OPÉRATIONS :					
Baux non résiliables : Preneur	125,9	5,5	23,2	97,2	163,7
Services techniques	361,9	15,2	87,7	259,0	365,8
Utilisation des voies	39,7	1,4	5,6	32,7	40,4
Total	527,5	22,1	116,5	388,9	569,9
ENGAGEMENTS LIÉS AUX PROJETS MAJEURS EN CAPITAL :					
Matériel roulant	501,3	34,1	467,2	-	551,8
Bâtiments de maintenance	212,2	60,7	151,5	-	219,6
Gares et installations	11,7	10,9	0,8	-	15,5
Matériel informatique	-	-	-	-	0,5
Total	725,2	105,7	619,5	-	787,4
Total des engagements	1 252,7	127,8	736,0	388,9	1 357,3

a) Comme mentionné à la Note 1, la Société a conclu des contrats de service pour l'utilisation des voies et le contrôle de l'exploitation des trains. Aucun montant n'est inclus dans le tableau ci-haut relativement à ces contrats puisque les montants d'engagement fluctuent en fonction de l'utilisation annuelle des voies.

b) La Société a fourni des lettres de crédit d'une institution financière d'une valeur totale approximative de 22,6 millions de dollars (31 décembre 2022 : 22,5 millions de dollars) à diverses commissions provinciales d'indemnisation des accidents du travail, à titre de garantie pour les paiements futurs.

